



Portrait des PME au Québec

Des bases solides, une croissance à soutenir

Étude réalisée pour la
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante

Mars 2026



Portrait des PME au Québec

Des bases solides, une croissance à soutenir

Étude réalisée pour la
Fédération canadienne de l'entreprise indépendante



Mars 2026, illo économie
Audrey Azoulay, économiste

Avant-propos

La Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI) a souhaité mettre en lumière les tendances récentes en matière de dynamisme entrepreneurial au Québec. L'étude s'appuie sur des données de sources reconnues afin de révéler un portrait fidèle des PME et de soutenir la mise en place de politiques favorables à leur croissance. Ce document est un outil d'information et d'action au service de l'entrepreneuriat québécois.

Portrait des PME au Québec

Des bases solides, une croissance à soutenir

Sommaire

Introduction	Page 4
1. Démographie des PME au Québec	Page 4
a. Un tissu d'entreprises de petite taille	Page 4
b. Répartition sectorielle	Page 6
c. L'importance des entreprises sans aide rémunérée	Page 7
d. Contribution des PME à l'emploi	Page 10
e. Contribution des PME au PIB	Page 12
2. Dynamique entrepreneuriale du Québec	Page 13
a. Flux d'entrées et de sorties d'entreprises	Page 13
b. Renouvellement entrepreneurial et productivité	Page 16
c. le transfert d'entreprise, parmi les maillons du renouvellement entrepreneurial	Page 18
Conclusion	Page 20

Résumé

Les PME forment la base de l'économie québécoise. Près de 98% des entreprises employeuses ont moins de 100 employés, génèrent près de la moitié du PIB et plus de 60% de l'emploi privé. Le Québec présente toutefois un taux d'entrées et de sorties d'entreprises plus faible que la moyenne canadienne, signe d'un « métabolisme économique » plus lent. Un faible flux de nouvelles entreprises et une rotation entrepreneuriale limitée peuvent s'associer à une concurrence locale réduite et à une moindre capacité de l'économie et des secteurs à s'adapter aux nouvelles réalités économiques. De plus, les PME investissent encore de manière insuffisante dans l'automatisation. Le renouvellement entrepreneurial du Québec doit être surveillé, surtout dans le contexte où de nombreux entrepreneurs sont à la veille de prendre leur retraite. Pour prévenir une érosion entrepreneuriale, il convient d'agir de manière proactive : réduire le fardeau fiscal et réglementaire, mieux orienter le financement vers les projets de croissance et de relèvement, mener des programmes d'accompagnement à l'automatisation adaptés sont autant de mesures nécessaires pour donner de l'élan à la croissance des PME et conditionner une hausse durable de la productivité.

Introduction

L'économie québécoise repose essentiellement sur ses PME : près de 98 % des entreprises employeuses au Québec comptent moins de 100 employés, génèrent près de la moitié du PIB et plus de 60 % de l'emploi privé et du travail autonome.

Dans un contexte économique où la croissance est certes positive, mais relativement molle et empreinte d'incertitude, notamment sur le plan des liens commerciaux avec les États-Unis, le dynamisme entrepreneurial est central pour gagner en productivité et écarter le Québec d'un affaissement durable de son potentiel économique.

Si son tissu entrepreneurial est dense, le Québec montre en revanche une rotation entrepreneuriale (entrées et sorties d'entreprises) relativement faible, signe d'un *métabolisme* économique¹ vraisemblablement plus lent. Or, du dynamisme entrepreneurial dépend la capacité de l'économie à se transformer rapidement.

Pour la Fédération canadienne de l'entreprise indépendante (FCEI), l'enjeu est clair : il est primordial d'alléger les conditions d'affaires en levant les freins qui brident la capacité des PME québécoises à s'adapter aux réalités changeantes de leur secteur et de l'économie.

Les données qui suivent sur la démographie des PME québécoises et la dynamique d'entrées-sorties permettent de mettre en évidence la nécessité de favoriser plus nettement la création et la croissance des entreprises pour assurer le renouvellement entrepreneurial du Québec.

1. Démographie des PME au Québec

a. Un tissu d'entreprises de petite taille

En 2023, le Québec comptait un total de 957 025 entreprises actives, 678 747 d'entre elles (soit 70,9 %) étant des entreprises sans employé².

Sur les 278 278 entreprises avec employés, soit 29,1 % du nombre total d'entreprises enregistrées, leur taille varie selon la distribution suivante (graphique 1) :

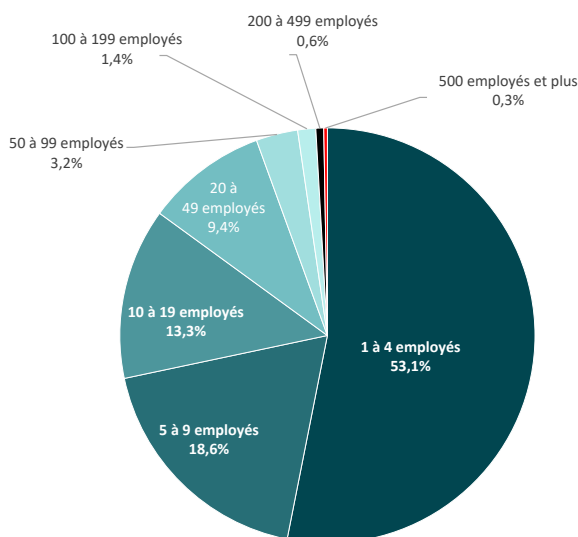
- Plus de la moitié des entreprises québécoises (53,1 %) sont des entreprises de 1 à 4 employés ;
- 85 % ont moins de 20 employés ;
- 12,7 % ont entre 20 et 99 employés ;
- 2,3 % ont plus de 100 employés ;
- 0,3 % des employeurs ont 500 employés et plus (soit 781 entreprises au total).

Le Québec présente une structure entrepreneuriale globalement identique à celle du Canada : 97,7 % des entreprises avec employés sont des petites entreprises (de 1 à 99 employés) ; autour de 2% sont des entreprises de taille moyenne (de 100 à 499 employés) et 0,3 % sont de grandes entreprises (500 employés et plus). De plus, le nombre d'entreprises par mille habitants au Québec se situe à un niveau proche de la moyenne canadienne (38,8 entreprises par mille habitants au Québec, contre 41,5 en moyenne au Canada) (tableau 1).

¹ On entend par « métabolisme économique », le rythme par lequel les ressources sont réaffectées. Un métabolisme plus lent se traduit par une moindre circulation des talents et des capitaux, freinant l'adaptation, l'adoption d'innovations ou la montée en gamme de la production.

² Les entreprises sans employé peuvent correspondre à des travailleurs autonomes sans aides rémunérées ou des entreprises passives.

Graphique 1
Distribution des entreprises avec employés selon la taille de l'entreprise, Québec
Année 2023



Source : Statistique Canada, Tableau 33-10-0806-01a

Tableau 1
Part des entreprises avec employés selon la catégorie de taille et le nombre d'entreprises par mille habitants, selon la province, décembre 2023

En % du nombre total d'entreprises avec employés	1 à 4 employés	5 à 9 employés	10 à 19 employés	20 à 49 employés	50 à 99 employés	100 à 199 employés	200 à 499 employés	500 employés et plus	Nombre d'entreprises par mille habitants (18 ans et +)
Canada	56,5%	18,0%	12,3%	8,3%	2,9%	1,3%	0,6%	0,2%	41,5
Terre-Neuve-et-Labrador	58,3%	18,3%	12,3%	7,0%	2,3%	1,0%	0,6%	0,2%	41,9
Île-du-Prince-Édouard	54,6%	19,3%	13,6%	8,2%	2,6%	1,2%	0,4%	0,1%	48,7
Nouvelle-Écosse	52,8%	19,5%	13,5%	9,4%	2,9%	1,2%	0,6%	0,2%	36,9
Nouveau-Brunswick	52,4%	19,7%	14,0%	9,0%	2,8%	1,3%	0,6%	0,2%	38,5
Québec	53,1%	18,6%	13,3%	9,4%	3,2%	1,4%	0,6%	0,3%	38,8
Ontario	58,8%	17,1%	11,4%	7,8%	2,8%	1,3%	0,6%	0,3%	39,6
Manitoba	51,5%	19,7%	14,0%	9,6%	3,1%	1,3%	0,6%	0,3%	38,5
Saskatchewan	54,2%	19,9%	13,6%	7,8%	2,8%	1,1%	0,4%	0,2%	46,1
Alberta	58,7%	17,4%	11,4%	7,8%	2,6%	1,2%	0,6%	0,2%	47,7
Colombie-Britannique	56,5%	18,6%	12,5%	8,1%	2,7%	1,1%	0,5%	0,2%	46,8

Source : Statistique Canada, Tableau 33-10-0806-01a, Tableau 17-10-0005-01

Comme pour l'ensemble du Canada, l'économie québécoise repose donc sur une base productive très largement composée de PME. Cette similarité dans la démographie des PME rappelle que la structure d'une économie, par nature, ne tient pas à quelques grands acteurs, mais à la multitude d'entreprises qui en assurent le fonctionnement, la continuité et l'évolution, sur l'ensemble du territoire.

Au Québec, la place occupée par les très petites entreprises est un peu moindre qu'ailleurs au pays :

- 53,1% des entreprises québécoises comptent de 1 à 4 employés, contre 56,5% pour l'ensemble du Canada.

- En revanche, les entreprises de 5 à 200 employés sont proportionnellement plus nombreuses, avec une part estimée à 45,9% au Québec, comparativement à 40,4% en Ontario et 42,8% en moyenne pour le Canada.

Le Québec semble donc porté par un réseau d'entreprises « établies » plus large que dans plusieurs autres provinces. La densité entrepreneuriale y est certes un peu plus faible (38,8 entreprises par 1 000 habitants, contre 41,5 en moyenne au Canada), mais le fait d'avoir moins de très petites entreprises et davantage de petites et moyennes entreprises peut être considéré comme un signe de robustesse à l'échelle locale/régionale.

b. Répartition sectorielle

Sur vingt groupes industriels, cinq regroupent 54 % des entreprises québécoises employeuses (tableau 2). Il s'agit de la *construction*, du *commerce de détail*, des *soins de santé et assistance sociale*, les *services professionnels, scientifiques et techniques*, ainsi que la catégorie *Autres services (sauf les administrations publiques)*³.

Ces secteurs, par leur présence et leurs activités, motivent la concentration de population et donc de main-d'œuvre et permettent ainsi le déploiement des autres activités régionales.

Ces secteurs étant intensifs en petites entreprises (tableau 3), ils peuvent néanmoins présenter une sensibilité particulière face aux perturbations économiques ou au changement des conditions d'affaires. **En ce sens, le petit commerçant est certes vulnérable par sa taille, mais central pour la vitalité locale et le déploiement du potentiel économique des territoires.**

Tableau 2
Distribution des entreprises par secteur, Ensemble du Québec et selon les régions métropolitaines de recensement

Part des secteurs dans le nombre d'entreprises	Ensemble du Québec	RMR de Montréal	RMR de Québec	RMR de Sherbrooke	RMR de Trois-Rivières	RMR de Saguenay	RMR de Drummondville	RMR d'Ottawa - Gatineau
Construction	13,3%	11,9%	12,6%	15,2%	12,3%	11,6%	16,2%	12,8%
Commerce de détail	12,3%	12,0%	12,6%	13,1%	14,4%	15,1%	13,3%	12,3%
Soins de santé et assistance sociale	10,9%	11,0%	14,9%	11,5%	14,9%	14,6%	9,7%	12,9%
Services professionnels, scientifiques et techniques	10,6%	13,7%	12,0%	9,9%	7,4%	7,1%	6,3%	18,1%
Autres services (sauf les administrations publiques)	9,0%	8,7%	9,4%	10,4%	10,4%	10,9%	9,0%	9,7%
Services d'hébergement et de restauration	6,9%	7,3%	6,7%	6,9%	7,1%	5,5%	5,1%	7,3%
Transport et entreposage	5,4%	5,5%	3,6%	3,6%	4,2%	4,9%	5,6%	2,0%
Fabrication	5,2%	4,8%	4,6%	6,4%	5,6%	6,2%	9,0%	2,5%
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	4,9%	0,9%	1,7%	3,1%	3,6%	3,7%	6,5%	0,9%
Commerce de gros	4,5%	5,5%	4,2%	3,7%	3,2%	4,0%	5,7%	2,8%
Services immobiliers, de location et de location à bail	4,4%	5,0%	4,2%	4,3%	4,5%	4,3%	3,5%	4,6%
Services administratifs, de soutien, de gestion des déchets et d'assainissement	4,2%	4,7%	4,6%	3,8%	3,9%	3,9%	3,9%	4,6%
Finance et assurances	2,6%	3,0%	3,1%	2,8%	2,6%	2,2%	2,4%	3,1%
Arts, spectacles et loisirs	1,8%	1,8%	1,7%	1,9%	2,0%	2,2%	1,4%	1,7%
Industrie de l'information et industrie culturelle	1,6%	2,1%	1,4%	1,2%	1,3%	1,1%	0,7%	1,7%
Services d'enseignement	1,0%	1,1%	1,1%	1,1%	1,0%	1,2%	0,6%	1,5%
Administrations publiques	0,8%	0,2%	0,8%	0,4%	0,6%	0,5%	0,6%	0,7%
Gestion de sociétés et d'entreprises	0,5%	0,6%	0,5%	0,4%	0,5%	0,5%	0,2%	0,4%
Extraction minière, exploitation en carrière, et extraction de pétrole et de gaz	0,2%	0,1%	0,1%	0,2%	0,1%	0,4%	0,2%	0,1%
Services publics	0,1%	0,0%	0,0%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%	0,1%

Source : Statistique Canada, Tableau 33-10-0808-01d

³ La catégorie *Autres services (sauf les administrations publiques)* regroupe les services de réparation, d'entretien, les services professionnels ou encore le milieu associatif et communautaire.

Les petites entreprises sont aussi présentes dans les secteurs « lourds », par exemple le secteur de la *fabrication* ou encore le secteur de l'*extraction minière, exploitation en carrières et extraction de pétrole et de gaz* (tableau 3).

Pour le secteur de la *fabrication*, même s'il compte proportionnellement plus d'entreprises de taille moyenne (32 % des entreprises de la fabrication ont plus de 20 employés, contre une moyenne de 16 % pour l'ensemble de l'industrie), la part des entreprises manufacturières avec employés comptant moins de 20 employés s'élève tout de même à 68 % (contre 84% pour l'ensemble de l'industrie). L'importance des très petites entreprises (de 1 à 4 employés) est aussi remarquable (32 % des entreprises manufacturières, contre 52 % pour l'ensemble de l'industrie).

La performance industrielle dépend donc largement de petites entreprises, d'ateliers spécialisés et de compétences techniques diverses. On notera également que le Québec compte 10 021 entreprises de la fabrication sans employés, sur un grand total de 23 779 entreprises enregistrées dans le secteur de la fabrication⁴.

Tableau 3
Distribution des entreprises québécoises (avec employés) selon le secteur et la taille de l'entreprise

Entreprises avec employés	1 à 4 employés	5 à 9 employés	10 à 19 employés	20 à 49 employés	50 à 99 employés	100 à 199 employés	200 à 499 employés	500 employés et plus
<i>Entreprises classifiées</i>	51,7%	18,9%	13,8%	9,8%	3,4%	1,5%	0,6%	0,3%
Construction	62%	19%	10%	6%	2%	1%	0%	0,0%
Commerce de détail	34%	25%	21%	13%	5%	2%	0%	0,0%
Soins de santé et assistance sociale	56%	13%	14%	11%	3%	1%	1%	0,4%
Services professionnels, scientifiques et techniques	67%	14%	9%	6%	2%	1%	1%	0,2%
Autres services (sauf les administrations publiques)	59%	23%	12%	5%	1%	0%	0%	0,0%
Services d'hébergement et de restauration	22%	24%	25%	22%	5%	1%	0%	0,1%
Transport et entreposage	67%	13%	9%	7%	3%	1%	0%	0,2%
Fabrication	32%	19%	17%	17%	8%	5%	2%	0,6%
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	68%	19%	7%	4%	1%	0%	0%	0,0%
Commerce de gros	41%	22%	17%	13%	4%	2%	1%	0,1%
Services immobiliers, de location et de location à bail	74%	14%	7%	4%	1%	0%	0%	0,0%
Services admin., de soutien, de gestion des déchets et	51%	21%	12%	9%	4%	2%	1%	0,4%
Finance et assurances	49%	15%	18%	11%	4%	2%	1%	1%
Arts, spectacles et loisirs	45%	19%	16%	13%	5%	2%	1%	0,4%
Industrie de l'information et industrie culturelle	51%	19%	12%	10%	4%	2%	1%	1%
Services d'enseignement	36%	19%	15%	11%	6%	4%	3%	5%
Administrations publiques	9%	8%	24%	29%	10%	8%	6%	6%
Gestion de sociétés et d'entreprises	28%	15%	13%	16%	11%	7%	5%	5%
Extraction minière, exploitation en carrière, pétrole et gaz	34%	18%	17%	16%	7%	3%	2%	4%
Services publics	33%	19%	16%	8%	8%	3%	4%	8%

Source : Statistique Canada, Tableau 33-10-0806-01a

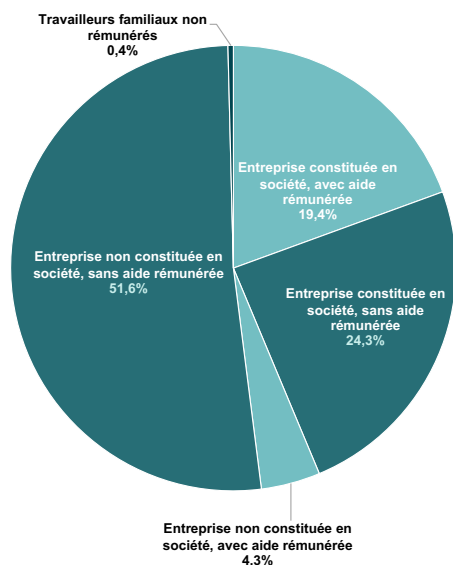
c. L'importance des entreprises sans aide rémunérée

La présente analyse se concentre en particulier sur les entreprises employeuses, mais il est important de souligner la contribution économique des PME sans employé et, de manière générale, d'appréhender le tissu entrepreneurial dans toute la diversité.

⁴ Ces proportions sont similaires au secteur de l'extraction minière, exploitation en carrières et extraction de pétrole et de gaz, qui compte un réseau dense de petites structures spécialisées (Source : Statistique Canada, Tableau 33-10-0806-01a).

En 2025, il y avait 512 000 travailleurs autonomes au Québec. Parmi eux, 77 % travaillent sans aide rémunérée (dans une structure constituée ou non en société). Autrement dit, seuls 23 % des travailleurs autonomes sont accompagnés d'autres employés (graphique 2).

Graphique 2
Travailleurs autonomes, Québec, 2025
Par catégorie, en %



Source : Statistique Canada, Tableau : 14-10-0027-01

En prenant en compte toutes les entreprises (avec ou sans employés), il ressort que les services immobiliers regroupent de très loin le plus grand nombre d'entreprises avec plus de 206 000 entreprises, dont près de 196 000 sans employés. Ce secteur, avec celui de la finance et assurances ou encore de la gestion de sociétés et d'entreprises, est caractérisé par une proportion particulièrement large d'entreprises sans employés (95 %, 88 % et 85 % respectivement). Ces trois secteurs peuvent compter des solopreneurs ou des très petites entreprises avec des opérations concrètes, mais beaucoup sont des unités dont l'activité est largement non opérationnelle (sociétés de détention d'immeubles ou d'actifs financiers ou non financiers). Les entreprises portées sur la détention d'actifs permettent la valorisation de l'épargne et du patrimoine des Québécois et en facilitent la transmission ou la croissance. Ces entreprises jouent un rôle d'arrière-plan : elles favorisent la stabilité économique et constituent un maillon nécessaire au fonctionnement général de l'économie.

Du côté des services professionnels, scientifiques et techniques ou encore des soins de santé et assistance sociale, les nombreux solopreneurs ou des professionnels libéraux incorporés ont très peu de structures, mais s'inscrivent néanmoins dans une entreprise aux opérations concrètes. Ils produisent essentiellement des services à valeur ajoutée et constituent une sorte de réserve de compétences mobilisables. Ils contribuent à la flexibilité du marché du travail en remplissant des mandats spécialisés en plus d'être un vivier de possibles futurs employés.

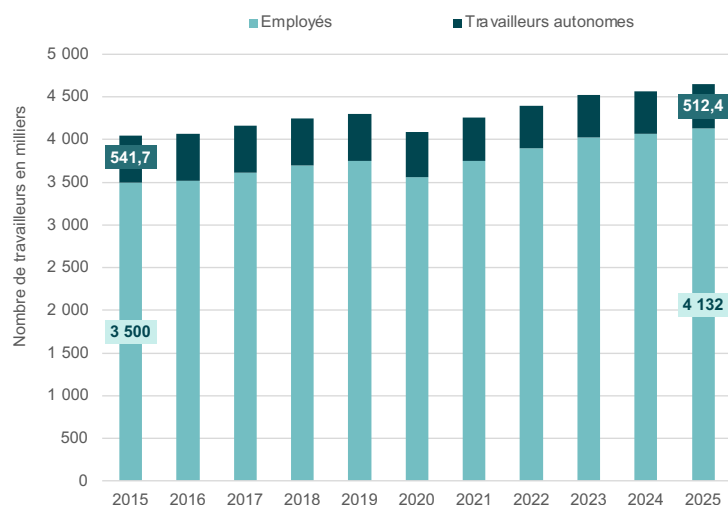
Le tissu de PME est donc constitué d'une masse de microentreprises et un noyau plus restreint de moyennes et de grandes entreprises. La grande majorité d'entreprises, de petite taille, qu'il s'agisse de travailleurs autonomes ou d'employeurs comptant moins de 20 employés, assure la présence économique dans toutes les régions, alimente l'emploi de proximité et constitue une masse d'entreprises susceptibles de croître, de sorte que la vitalité économique du Québec repose d'abord sur cette base entrepreneuriale diffuse. Parallèlement, les unités de détention

d'actifs et les solopreneurs structurent le patrimoine productif, offrent des services spécialisés et renforcent la capacité d'adaptation du marché du travail.

Depuis 2015, on constate une baisse relative du nombre de travailleurs autonomes. Au cours des dix dernières années, le nombre de travailleurs autonomes a diminué de 5 % (graphique 3 ; graphique 4a).

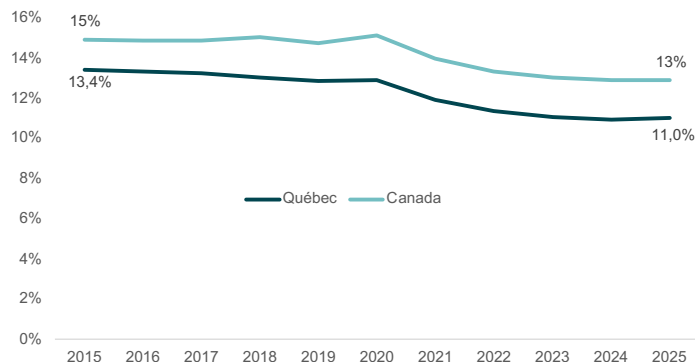
Alors que les travailleurs autonomes pesaient entre 2015 et 2020, 13,4 % de l'emploi total, son poids se limite depuis à 11 %, possiblement sous l'impact d'une croissance notable de l'embauche dans le secteur public (+31 % entre 2015 et 2025) et dans une certaine mesure du secteur privé (+14 % entre 2015 et 2025).

Graphique 3
Nombre de travailleurs, employés et travailleurs autonomes, Québec
En milliers d'emplois



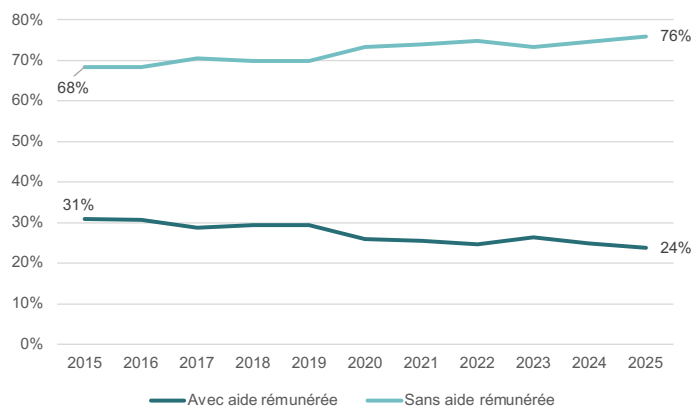
Source : Statistique Canada, Tableau : 14-10-0027-01

Graphique 4a
Part des travailleurs autonomes dans le total de l'emploi
Entreprises constituées ou non en société, avec ou sans aide rémunérée



Source : Statistique Canada, Tableau : 14-10-0027-01

Graphique 4b
Travailleurs autonomes, Québec
Part en %, selon le recours ou non à de l'aide rémunérée
Entreprises constituées ou non en société



Source : Statistique Canada, Tableau : 14-10-0027-01

On constate également que cette baisse provient d'une baisse plus importante des travailleurs autonomes avec aide rémunérée (-46 000 entre 2015 et 2025) que n'a été la hausse des travailleurs autonomes sans aide rémunérée (+18 100) (graphique 4b).

Le fait que les travailleurs autonomes sans aide rémunérée soient en croissance peut s'expliquer par une combinaison de facteurs : multiplication des possibilités dans la nature et le statut d'emploi lié au numérique (travail à la tâche, télétravail, plateformes), le souhait d'une carrière plus flexible, notamment accentué après la pandémie de 2020 ou la croissance du nombre de travailleurs expérimentés privilégiant des modalités de travail plus choisies.

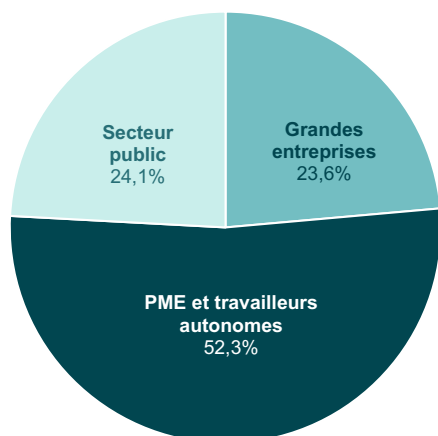
d. Contribution des PME à l'emploi

Au Québec, une part dominante de 52,3 % de l'emploi est assurée en 2025 par les PME⁵ et les travailleurs autonomes. Le secteur public embauche 24,1 % des employés au Québec. Les grandes entreprises portent 23,6 % de l'emploi (graphique 5). Au cours des cinq dernières années, les PME ont gagné 1 point de pourcentage, tandis que le secteur public a augmenté son poids de 1,6 point de pourcentage, au détriment de l'emploi dans les grandes entreprises (tableau 4).

En comparaison avec l'Ontario, le Québec se caractérise par un secteur public relativement lourd et un poids plus modeste des grandes entreprises (tableau 5). L'économie québécoise est aussi plus soutenue par un tissu de PME. La présence plus marquée de l'État stabilise l'emploi, mais elle limite l'espace occupé par le secteur privé dans la dynamique du marché du travail. De plus, l'économie québécoise est plus ancrée dans les différentes régions où l'investissement dépend d'un nombre relativement plus important d'entreprises de petite taille. Cela rend possiblement l'économie plus sensible aux contraintes propres aux PME (rareté de main-d'œuvre, accès au financement, fardeau réglementaire, etc.). Au contraire, l'Ontario bénéficie davantage d'effets d'échelle, mais au prix d'une plus grande dépendance à la performance des grandes entreprises.

⁵ Petites entreprises : moins de 20 employés ; moyennes entreprises : de 20 à 499 employés ; grandes entreprises : 500 employés et plus.

Graphique 5
Emploi par catégories d'employeurs, Québec, 2025



Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, Compilation spéciale pour la FCEI, Données annualisées

Tableau 4
Emploi par catégories d'employeurs, Québec, 2025

Part en % du total des emplois	2020	2025	Écart
Salariés du secteur public	22,5%	24,1%	1,6%
Salariés des grandes entreprises (+500)	26,2%	23,6%	-2,6%
Salariés des PME (- 500 emplois) et travailleurs autonomes	51,3%	52,3%	1,0%

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, Compilation spéciale pour la FCEI, Données annualisées

Tableau 5
Emploi par catégories d'employeurs, Québec, Ontario et Canada, 2025

Part en % du total de l'emploi privé	Québec	Ontario	Canada
Salariés du secteur public	24,1%	19,7%	21,7%
Salariés des grandes entreprises (+500)	23,6%	29,6%	26,1%
Salariés des PME (- 500 emplois) et travailleurs autonomes	52,3%	50,6%	52,3%

Source : Statistique Canada, Enquête sur la population active, Compilation spéciale pour la FCEI, Données annualisées

e. Contribution des PME au PIB

Les données canadiennes⁶ montrent que les PME (1 à 499 employés) génèrent à elles seules près de la moitié de toute la valeur ajoutée produite par le secteur privé (tableau 6), soit 48,0% du PIB en moyenne entre 2017 et 2021, dont :

- 34,7% attribuables aux petites entreprises (1 à 99 employés)
- 13,3% pour les moyennes (100 à 499 employés)

Tableau 6

Contribution au PIB selon la taille de l'entreprise et le secteur d'activité, Canada
Secteur privé seulement, moyenne pour la période 2017-2021, Canada

Contribution au PIB selon la taille de l'entreprise	SANS EMPLOYÉ	1 à 99 employés	100 à 499 employés	1 À 499 EMPLOYÉS	500 EMPLOYÉS ET +
Secteur des biens	3,7	34,7	16,1	50,8	45,5
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	20,2	67,8	6,8	74,6	5,2
Extraction minière, exploitation en carrière, pétrole et gaz	0,5	12,6	16,4	29	70,5
Services publics	0,3	1,7	1,5	3,2	96,5
Construction	6,5	61,9	14,9	76,8	16,7
Fabrication	0,6	25,2	21,8	47	52,3
Secteur des services	8,7	34,7	11,7	46,4	44,9
Commerce de gros	1,1	35,7	18,9	54,6	44,3
Commerce de détail	1,9	42,7	11,6	54,3	43,8
Transport et entreposage	5,7	27,2	10,8	38	56,3
Industrie de l'information et industrie culturelle	1,8	11,6	9,8	21,3	76,9
Finance, assurances, immobilier et location – Sans logement	14,6	19,9	9,3	29,2	56,2
Services professionnels, scientifiques et techniques	10,7	43,9	12,9	56,8	32,5
Services admin., soutien, gestion des déchets et d'assainissement	6,8	36,9	14,9	51,7	41,5
Services d'enseignements	21,7	56,2	11,3	67,5	10,8
Soins de santé et assistance sociale	20,8	58,4	5,1	63,5	15,6
Arts, spectacles et loisirs	12,3	35	10,2	45,2	42,5
Services d'hébergement et de restauration	1,9	61,5	16,5	78,1	20,1
Autres services (sauf les administrations publiques)	11,4	65,3	9,9	75,2	13,5
Total	6,9	34,7	13,3	48	45,1

Source : Principales statistiques relatives aux petites entreprises 2024, <https://ised-isde.canada.ca/site/recherche-statistique-pme/fr/principales-statistiques-relatives-aux-petites-entreprises/principales-statistiques-relatives-aux-petites-entreprises-2024>

Dans le secteur des biens, la part des PME, tous secteurs confondus, atteint 50,8% du PIB et grimpe à 76,8% dans la construction et à 74,6% dans l'agriculture. Dans les services, les PME réalisent 46,4% du PIB. Elles sont dominantes dans des activités relevant des services à la population ou encore le secteur touristique.

Au-delà de leur contribution directe dans le PIB, les PME constituent la trame opérationnelle de l'économie et jouent ainsi un rôle clé dans la diffusion des revenus, la continuité des chaînes de valeur et la cohésion de l'économie nationale.

Les données sur le PIB permettent de reconnaître que les PME (moins de 500 employés) sont véritablement le moteur de l'économie :

⁶ Les données canadiennes s'appliquent globalement au Québec, avec une structure économique et une démographie d'entreprises globalement similaires. Selon le gouvernement du Québec, les PME génèrent près de 50 % du PIB du Québec (voir Plan PME – Pour l'avenir de nos entreprises, Gouvernement du Québec, 2025, https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/economie/publications-adm/plans-action/PL_Plan_PME_2025-2028_MEIE.pdf).

- Dans toutes les grandes catégories d'activité du secteur privé, les PME génèrent près de la moitié de la valeur ajoutée produite (48,0% de la valeur ajoutée totale du secteur privé, 50,8% dans le secteur des biens et 46,4% dans le secteur des services).
- Les entreprises de moins de 100 employés représentent environ un tiers du PIB du secteur privé (34,7 %), auxquelles s'ajoute une contribution non négligeable des entreprises sans employés (6,9 %), confirmant le rôle stratégique des petites structures et de l'entrepreneuriat individuel dans la création de richesse.
- Dans le secteur manufacturier, les PME assurent près de la moitié du PIB (48 %), avec une part particulièrement forte pour les petites entreprises de moins de 100 employés (34,7 %). Ces petites entreprises soutiennent la sous-traitance et les chaînes d'approvisionnement, notamment pour les entreprises exportatrices.
- Les *services professionnels, scientifiques et techniques*, des services à forte valeur ajoutée, sont largement portés par les entreprises de 1 à de 99 employés qui assurent 44 % du PIB du secteur ; la part des entreprises sans employés demeure significative (10,7 %), signe d'un écosystème dynamique d'experts et de travailleurs du savoir.
- Enfin, l'agriculture, à la base de toute la filière agroalimentaire, repose largement sur de petites structures : les PME agricoles de moins de 99 employés contribuent à 67,8 % au PIB agricole, tandis que les exploitations sans employé y contribuent à hauteur de 20,2 %, faisant des PME, le maillon névralgique de la sécurité alimentaire.

La contribution des PME au PIB rappelle leur rôle en faveur de la résilience économique : la valeur ajoutée issue d'une multitude d'entreprises de petite et moyenne taille permet à l'économie de se protéger contre les chocs particuliers sur un grand donneur d'ordre, un secteur ou une région. De plus, les PME relient les grandes entreprises aux marchés locaux, aux fournisseurs spécialisés et à la main-d'œuvre de proximité. Cette position intermédiaire participe à la diffusion de l'innovation, à l'adaptation progressive et la compétitivité des filières. Enfin, la contribution des très petites entreprises et des entreprises sans employés souligne que l'entrepreneuriat individuel n'est pas un phénomène marginal, mais un vecteur important de création de richesse.

2. Dynamique entrepreneuriale du Québec

a. Flux d'entrées et de sorties d'entreprises

Les données sur les entrées et sorties d'entreprises pour le Québec mettent en évidence un tissu d'entreprises robuste et des flux relativement continus.

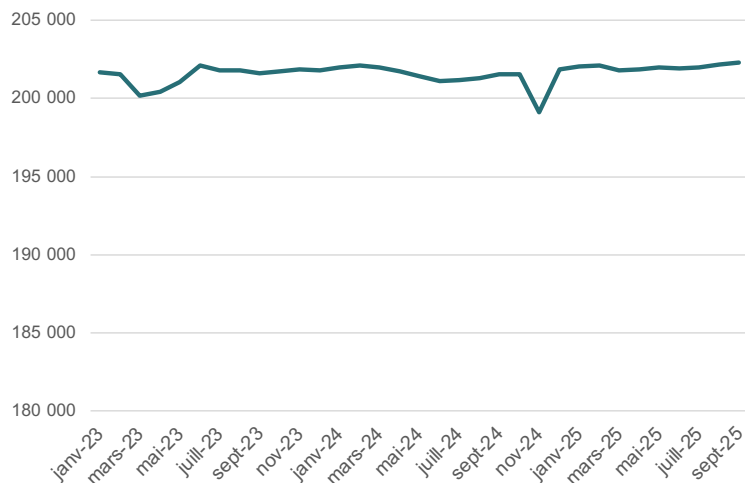
Le nombre d'entreprises actives reste globalement stable en 2023 (graphique 6), malgré un creux exceptionnel observé en novembre 2024, potentiellement attribuable à l'inquiétude suscitée avec les élections américaines et les intentions des États-Unis de contraindre les exportations canadiennes⁷.

La stabilité du nombre d'entreprises actives se reflète dans le taux net d'ouverture⁸. Le taux net d'ouverture oscille globalement autour de zéro : les nouvelles entrées d'entreprises tendent à compenser les sorties, sans phases prolongées de croissance ou de décroissance du stock d'entreprises (graphique 7).

⁷ En novembre 2024, les données révèlent que les nouvelles fermetures étaient nettement plus nombreuses.

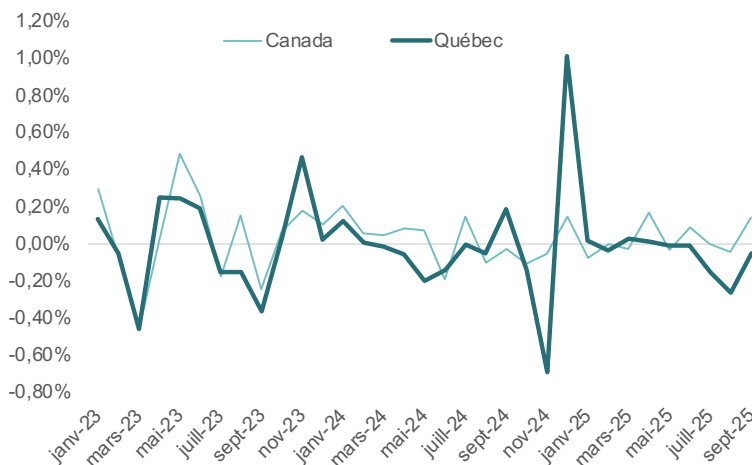
⁸ **Taux net d'ouverture** : ouvertures d'entreprises moins fermetures d'entreprises, rapporté au nombre d'entreprises actives.

Graphique 6
Nombre d'entreprises actives, Québec



Source : Statistique Canada, Tableau : 33-10-0270-01

Graphique 7
Taux net d'ouverture



Source : Statistique Canada, Tableau : 33-10-0270-01

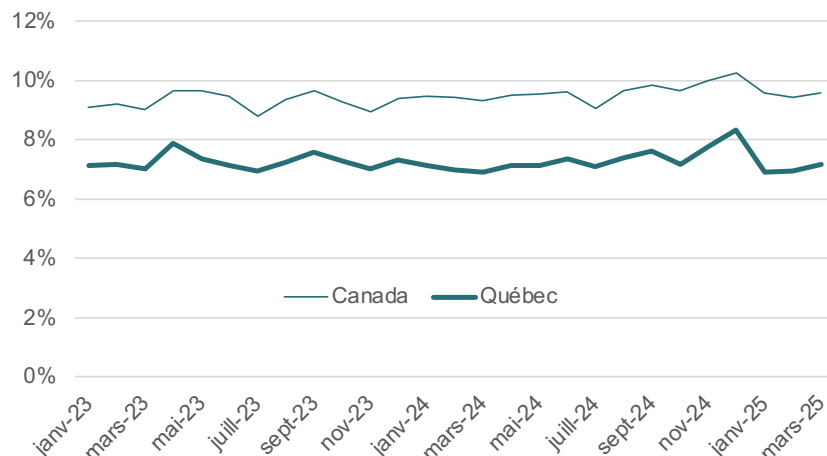
Plus précisément, entre janvier 2023 et mars 2025, le Québec a enregistré un total net de 324 créations de nouvelles entreprises, signe que l'écosystème québécois continue d'attirer de nouveaux projets et confirmant une dynamique entrepreneuriale toujours positive⁹.

⁹ Les créations d'entreprises concernent les entreprises ayant des employés dans le mois courant qui n'étaient pas actives au cours d'un mois précédent dans l'année courante ou précédente.

Les données montrent une rotation d'entreprises¹⁰ relativement robuste du tissu entrepreneurial avec des mouvements d'entrées et de sorties continus au cours des deux dernières années¹¹.

Cependant un écart structurel avec la moyenne canadienne, en défaveur du Québec, signale un renouvellement entrepreneurial moins dynamique. De plus, cet écart semble s'accroître au fil du temps : il est progressivement passé de 2 points de pourcentage en janvier 2023 à 2,5 points de pourcentage en mars 2025 (graphique 8).

Graphique 8
Rotation brute des entreprises



Source : Statistique Canada, Tableau : 33-10-0270-01

L'écart du taux de rotation entre le Québec et la moyenne canadienne s'explique à la fois par des taux de réouverture et de création plus faibles, mais aussi par des taux de fermetures temporaires et de disparitions plus faibles¹². Cela ne signifie rien sur le plan de la performance économique. Le renouvellement entrepreneurial semble « sous contrôle », même s'il peut être moins dynamique en termes de flux. Les données montrent, le taux de création de nouvelles entreprises reste accroché autour d'une moyenne de 1,3 % depuis 2023 (contre 1,7 % à l'échelle du Canada)¹³. L'enjeu se situerait cependant dans sa capacité du Québec à renouveler rapidement sa composition industrielle ou ses modes de production dans le cas de rupture sectorielle ou économique particulière.

La fiscalité, la réglementation, le marché du prêt aux PME ou la culture entrepreneuriale sont autant de facteurs à explorer pour comprendre et réduire cet écart.

¹⁰ **Taux de rotation d'entreprises** : Ouvertures plus fermetures, rapportés au nombre total d'entreprises actives.

¹¹ **Les entreprises nouvellement ouvertes** sont des entreprises qui font une transition d'aucun employé dans le mois précédent à au moins un employé dans le mois courant. Les entreprises nouvellement ouvertes comprennent à la fois les réouvertures et les créations de nouvelles entreprises.

¹² **Les taux de fermetures d'entreprises** apparaissent plus faibles au Québec que dans le reste du Canada. En revanche, les taux d'insolvabilité sont plus élevés, conformément à une préférence au Québec pour le recours à des processus formels de faillites. Nous ne retenons pas ici les données relatives aux faillites, considérant que ces données ne se basent que sur les entreprises ayant explicitement entamé un processus de faillites. Autrement dit, les faillites ne concernent qu'une portion des cas et fournissent une image partielle de la dynamique entrepreneuriale. Nous préférons exploiter les données sur les disparitions, malgré que leur actualisation soit décalée.

¹³ On notera qu'au Québec, comme au Canada, le taux de nouveaux entrepreneurs suit une tendance nettement baissière depuis 40 ans. Voir Les entrepreneurs du Québec en chiffres - portrait socio-démographique, édition 2025, page 10, https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/economie/publications-adm/rapport/portrait_entrepreneuriat.pdf

En effet, la rotation d'entreprises joue un rôle déterminant sur la performance économique¹⁴. Les flux d'entrée et de sortie d'entreprises constituent un facteur de productivité et de résilience. Les nouvelles entreprises introduisent des procédés innovants, stimulent la concurrence et favorisent l'allocation optimale des ressources vers les activités les plus dynamiques. À l'inverse, un ralentissement de la rotation entrepreneuriale peut signaler une perte de flexibilité économique et un risque accru d'inertie structurelle. Le fait que l'écart du taux de rotation du Québec par rapport à la moyenne canadienne soit passé de 2 % à 2,5 % en deux ans n'est pas encore un signe inquiétant, mais il traduit une dynamique entrepreneuriale plus contenue, susceptible de limiter la réallocation du capital et du travail vers des segments d'activités plus productifs.

b. Renouveau entrepreneurial et productivité

En 2017, l'OCDE établissait dans une étude orientée sur le Canada que l'écart croissant de productivité entre les entreprises les plus productives et les moins productives s'explique notamment par la baisse des taux d'entrée et de sortie, par un nombre relativement faible de nouvelles start-up, et la présence d'une part élevée de petites entreprises anciennes peu productives. L'OCDE énonce ainsi comment le taux relativement faible de rotation d'entreprises pèse sur la productivité globale¹⁵.

Le renouvellement entrepreneurial ne relève pas seulement de la création nette d'entreprises, mais aussi de l'action gouvernementale et de l'écosystème entrepreneurial pour encourager la croissance de toutes les PME, surtout les entreprises existantes, afin qu'elles restent motivées à investir lorsqu'elles deviennent moins productives. Sans concurrence, les entrepreneurs peuvent craindre de cannibaliser leur activité par l'innovation et avoir une tendance à l'inertie. Or, le mécanisme de destruction créatrice de l'entrepreneuriat est essentiel à la diffusion de l'innovation, l'intégration technologique, l'ajustement aux évolutions du marché, au maintien de la compétitivité et, globalement, à la capacité de l'économie à gagner en productivité. Quel que soit le secteur, l'entrée de nouvelles entreprises, augmente localement la concurrence, ce qui se traduit par des prix plus bas, une offre de meilleure qualité ou plus diversifiée. Finalement, les entreprises en place doivent aussi augmenter leur efficacité si elles veulent conserver leurs parts de marché ou ne pas en perdre.

Le gouvernement peut donc agir sur plusieurs leviers afin de maintenir un taux de rotation assez élevé et ainsi encourager une augmentation structurelle de la productivité. En priorité, les gouvernements devraient prioriser :

1. l'allègement du fardeau réglementaire et la cohésion législative et politique pour favoriser l'entrée de nouvelles entreprises et réduire les coûts des PME ;
2. la flexibilité du marché du travail afin d'accélérer l'ajustement structurel et encourager la croissance de l'emploi dans toutes les entreprises ;
3. les conditions d'affaires optimisées, notamment sur les plans fiscal et financier, pour faciliter la prise de risque, l'investissement et une culture entrepreneuriale forte.

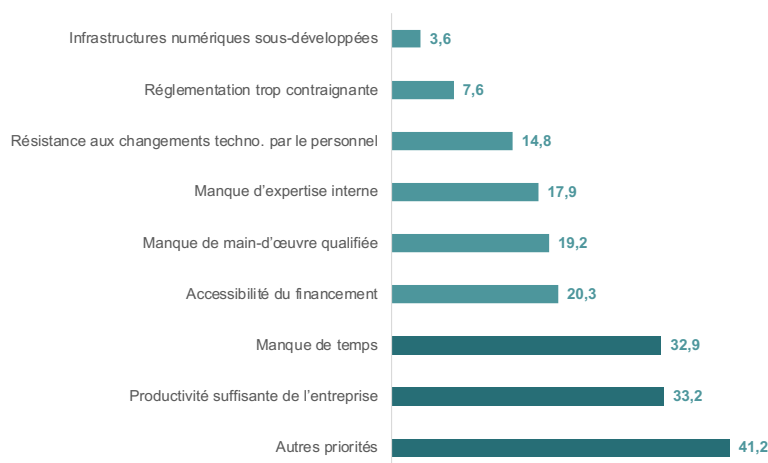
Pour la FCEI, maintenir une économie productive et compétitive passe par la liberté d'action : lorsque les entrepreneurs peuvent réallouer rapidement leurs ressources sans contraintes excessives, elles s'ajustent aux nouvelles conditions du marché et s'adaptent aux transformations économiques et concurrentielles.

¹⁴ A. S. Kritikos, « Entrepreneurs and their impact on jobs and economic growth », IZA World of Labor, 2014, <https://wol.iza.org/uploads/articles/8/pdfs/entrepreneurs-and-their-impact-on-jobs-and-economic-growth.pdf>

¹⁵ OCDE, Policies for Stronger and More Inclusive Growth in Canada, Paris, Éditions OCDE, 2017, https://www.oecd.org/content/dam/oecd/en/publications/reports/2017/06/policies-for-stronger-and-more-inclusive-growth-in-canada_g1g7b949/9789264277946-en.pdf

Selon une récente enquête sur la productivité des entreprises québécoises¹⁶, il apparaît que les PME sont peu engagées dans un plan structuré d'investissement. L'adoption des technologies d'automatisation et de numérisation varie grandement selon la taille : seules 26,7% des entreprises de 4 à 19 employés ont investi dans ces technologies au cours des trois dernières années, contre 57,6% dans les entreprises de plus de 50 employés. Une observation similaire peut être faite au niveau de la formation : 19,7% des entreprises de moins de 20 employés ont offert une formation spécifique liée aux nouvelles technologies, alors que ce taux s'élève à 49,0% pour les entreprises de plus de 50 employés.

Graphique 9
Proportions (%) des entreprises identifiant les freins suivants à l'implantation de technologies d'automatisation ou de numérisation



Source : Enquête sur la productivité des entreprises québécoises, ISQ, 9 626 répondants

Les premiers freins à l'implantation de technologies d'automatisation et de numération mentionnés par les répondants à l'enquête relèvent du manque de temps, de la nécessité de gérer des priorités plus immédiates. De plus, un tiers des répondants juge que la productivité de leur entreprise est « suffisante » (graphique 9).

En conclure que les PME se contentent d'une faible productivité serait réducteur. Selon un sondage de la FCEI réalisé en 2025¹⁷, l'automatisation est une priorité pour les PME québécoises. En 2025, 81 % des entreprises qui ont automatisé leurs processus disent l'avoir fait pour améliorer leur productivité (en hausse par rapport à 66 % en 2023). Les montants investis augmentent naturellement avec la taille de l'entreprise (entre 20 000 \$ pour une micro-entreprise à 2,75 M\$ pour une grande entreprise), mais les gains de productivité sont plus visibles plus rapidement dans les plus petites structures¹⁸.

Les PME ne se désintéressent pas à l'automatisation et à la numérisation, mais il existe effectivement des réalités différentes entre les dirigeants qui n'ont pas encore formalisé un plan d'investissement et celles qui ont jugé nécessaire de passer à l'action.

¹⁶ La productivité des entreprises québécoises: La main-d'œuvre a son rôle à jouer Résultats d'une enquête de l'ISQ pour le compte du ministère de l'Économie, de l'Innovation et de l'Énergie, Octobre 2025.

¹⁷ L'automatisation : un levier de productivité pour les PME québécoises, FCEI, Octobre 2025, <https://www.cfib-fcei.ca/hubfs/FCEI-IQ%20rapport%20Final-2025-1.pdf>

¹⁸ Selon la FCEI, les très petites entreprises (0–4 employés) enregistrent des gains de productivité de +1% pour chaque tranche de 1 000 \$ investis, contre +0,3 % pour les entreprises de 5 à 19 employés et +0,01% pour les entreprises de 100 à 499 employés. Voir L'automatisation : un levier de productivité pour les PME québécoises, FCEI, Octobre 2025, <https://www.cfib-fcei.ca/hubfs/FCEI-IQ%20rapport%20Final-2025-1.pdf> (page 16).

Les PME réalisent forcément un arbitrage entre plusieurs contraintes : incertitude économique, manque de main-d'œuvre qualifiée, pression sur les marges, augmentation du fardeau fiscal sont autant de réalités qui augmentent les risques d'investissements souvent irréversibles. Les dirigeants d'entreprises peuvent préférer gérer prudemment les actifs existants, dans le contexte d'une productivité jugée « fonctionnelle ».

Tableau 7

Les principaux obstacles à l'automatisation

Question : Quels sont les principaux obstacles à la transition vers l'automatisation? (Sélectionner trois réponses au maximum)

Principaux obstacles à l'automatisation	% de répondants
Coûts et investissements trop élevés	44%
Difficulté à trouver la solution d'automatisation qui répond à nos besoins	30%
Santé financière de notre entreprise	28%
Manque de temps	27%
Manque de connaissances ou de compétences en la matière	24%
Incertitude économique	17%
Résistance au changement de nos employés	16%
Difficulté à évaluer les besoins de notre entreprise et l'approche à utiliser	15%
Frais de fonctionnement et d'entretien	12%
Fardeau de la paperasserie	11%
Manque de soutien du gouvernement	10%
Tarifs douaniers américains ou contre-tarifs canadiens	6%
Risques liés à la cybersécurité	4%
Autre	3%
Pas une priorité / ne figure pas dans notre modèle d'affaires	2%
Je ne sais pas / pas sûr	2%
Aucune barrière rencontrée	2%

Source: FCEI – Sondage sur l'automatisation réalisé en collaboration avec Investissement Québec, Mai -Juillet 2025, n= 326.

Selon le sondage de la FCEI (tableau 7), les entreprises perçoivent l'automatisation comme un projet lourd financièrement, tandis que la difficulté de trouver une solution technologique conforme aux besoins concrets de l'entreprise est mentionnée par 30 % des répondants. Le manque de temps (27 %) et le manque de connaissances (24%) sont à lier au faible recours aux prêts/subventions reconnu, comme le reconnaît d'ailleurs l'enquête de l'ISQ.

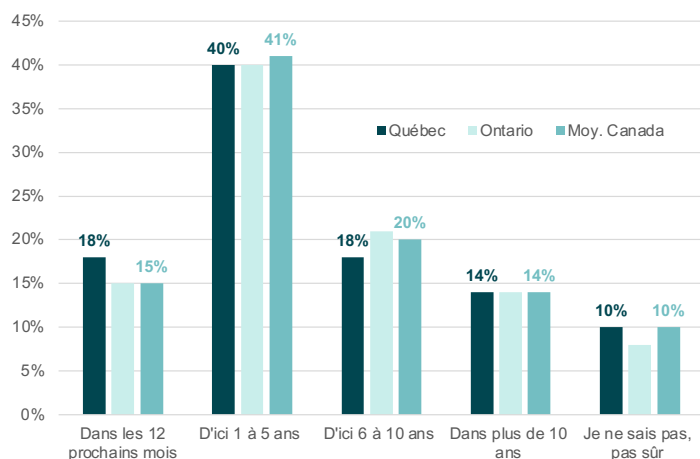
c. le transfert d'entreprise, parmi les maillons du renouvellement entrepreneurial

En 2022, la FCEI évaluait que 58 % des entrepreneurs québécois prévoient quitter leur entreprise dans les cinq prochaines années, une proportion légèrement supérieure à la moyenne canadienne¹⁹ (graphique 10). Cette donnée fait ressortir le risque de fermetures plus nombreuses si les transferts d'entreprises ne finissent pas par être conclus. Le taux de rotation des entreprises pourrait ainsi davantage baisser si les sorties ne sont pas compensées par de nouvelles entrées.

¹⁹ Relève des entreprises au Canada - Se préparer au tsunami de successions prévues les dix prochaines années, 2022, FCEI, <https://www.cfib-fcei.ca/fr/rapports-de-recherche/releve-des-entreprises-au-canada-se-preparer-au-tsunami-de-successions>

Graphique 10 Date de départ prévue

Approximativement, quand prévoyez-vous quitter votre entreprise (vente, transfert, fermeture) ?



Source : Sondage sur la planification de la relève, FCEI, 2022

Tableau 8 Méthode de départ

Comment prévoyez-vous quitter votre entreprise le moment venu ?

Comment prévoyez-vous quitter votre entreprise le moment venu ?	Québec	Ontario	Canada
Vente à un acheteur ne faisant pas partie de ma famille	42%	46%	49%
Vente à un membre de ma famille	25%	25%	24%
Vente à un ou plusieurs de mes employé(s)	24%	22%	23%
Transfert de l'entreprise à un ou plusieurs membres de ma famille (ex. : en héritage)	17%	23%	21%
Liquidation (fermeture) de l'entreprise	21%	18%	17%
Je ne sais pas/pas sûr	8%	9%	9%
Vente à un acheteur étranger	17%	7%	9%
Autre	4%	3%	3%

Source : Sondage sur la planification de la relève, FCEI, 2022

Le manque de relève apparaît plus marqué au Québec que dans les autres provinces canadiennes :

- 21 % prévoient fermer l'entreprise contre 18 % et 17 % en Ontario et pour la moyenne canadienne respectivement (tableau 8).
- 11 % des entrepreneurs québécois mentionnent ne pas connaître de potentiel acheteur, contre 6 % et 7 % en Ontario et pour la moyenne canadienne respectivement) (tableau 9).

Si le Québec parvient, au contraire, à augmenter la transmission d'entreprises, la préservation des actifs et la montée de nouvelles générations d'entreprises, la rotation entrepreneuriale sera un véhicule déterminant de croissance, surtout dans le contexte de nouvelles entrées plus faibles qu'ailleurs. De plus, une fermeture évitée permet au nouveau propriétaire d'investir à partir d'une base existante, plutôt que de repartir de zéro, sans aucun actif.

Tableau 9

Raisons de départ

Quelles raisons principales motiveront votre décision de vendre, transférer ou fermer votre entreprise le moment venu ?

<i>Quelles raisons principales motiveront votre décision de vendre, transférer ou fermer votre entreprise le moment venu ?</i>	Québec	Ontario	Canada
Départ à la retraite	71%	77%	75%
Épuisement/stress	21%	22%	22%
Transfert de mes responsabilités de propriétaire	15%	24%	21%
Vente de l'entreprise pour maximiser notre investissement	10%	15%	15%
Je n'ai pas trouvé de successeur adéquat	12%	13%	12%
Les impacts de la pandémie ont nui à mon entreprise	10%	11%	11%
Mon entreprise n'est pas suffisamment rentable	4%	8%	7%
Création d'une autre entreprise	6%	6%	7%
Je n'ai pas trouvé d'acheteur potentiel	11%	6%	7%
Autre	7%	5%	6%
Changement de carrière (nouvel emploi ailleurs, etc.)	4%	4%	4%
Je ne sais pas/pas sûr	3%	3%	3%

Source : Sondage sur la planification de la relève, FCEI, 2022

L'enjeu du transfert d'entreprise pourrait donc devenir à court terme déterminant pour la croissance économique du Québec. Il rappelle également à quel point il est urgent de donner un élan à la prochaine génération d'entrepreneurs²⁰.

Conclusion

Le Québec ne manque pas d'entrepreneurs, mais il doit leur offrir des conditions plus favorables pour soutenir leur croissance et assurer leur renouvellement.

Plusieurs signaux sont à surveiller : baisse du nombre de travailleurs autonomes, vieillissement des entrepreneurs, rotation d'entreprises relativement faible, recul tendanciel du taux de nouveaux entrepreneurs. Considérés ensemble, ces éléments peuvent traduire un affaiblissement progressif de la vitalité entrepreneuriale.

La résilience des entrepreneurs québécois compense les effets de la hausse des coûts, des pénuries de main-d'œuvre et du fardeau réglementaire et fiscal. Lorsque ces contraintes persistent, les PME tendent cependant à ralentir leurs investissements, à reporter des projets de croissance ou à privilégier la fermeture plutôt que le transfert de leur entreprise. Or, la capacité de l'entrepreneuriat québécois à se renouveler, à se transformer et à se transmettre reste un déterminant de la trajectoire économique du Québec au cours des prochaines années.

Dans ce contexte, trois leviers apparaissent prioritaires : 1) alléger et simplifier le cadre réglementaire et le fardeau fiscal au profit de l'investissement ; 2) améliorer l'accès au financement pour les projets de croissance et de relève et 3) soutenir plus résolument l'adoption des technologies ainsi que la formation dans les PME. Une meilleure traduction des besoins des PME en mesures concrètes permettrait de renforcer le dynamisme entrepreneurial du Québec et de limiter les risques de pertes économiques. Il est également essentiel d'inclure à la démarche les plus petites entreprises, afin que les mesures bénéficient à l'ensemble du tissu productif et renforcent, à la base, toute l'économie.

²⁰ Les données socio-démographiques montrent que l'âge moyen des entrepreneurs québécois augmente progressivement depuis la fin des années 1970. Il atteint 49,8 ans au Québec. Au cours de la même période, la part des entrepreneurs de moins de 40 ans est passée de 42 % à 24,1 %. Voir Les entrepreneurs du Québec en chiffres - portrait sociodémographique, édition 2025, page 10, https://cdn-contenu.quebec.ca/cdn-contenu/adm/min/economie/publications-adm/rapport/portrait_entrepreneuriat.pdf



illo économie est un bureau d'analyse économique.

Il est dédié à la compréhension des comportements de marchés, des évolutions technologiques et des conditions du développement durable. L'analyse technique est combinée à une veille sur les tendances pour soutenir la qualité des décisions et inspirer la progression des organisations. illo économie est attaché à la robustesse de l'argument et la justesse du message, au bénéfice de la cohésion et de la confiance des parties prenantes.

info@illoeco.com . 514 495.3047